
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1914.

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1914 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. MÉLOT.

MESSIEURS,

Les dépenses ordinaires de ce budget pour l'exercice 1914 sont en augmentation de 527,103 francs sur les dépenses de l'année 1913.

Les dépenses exceptionnelles sont en diminution de 249,000 francs.

La note préliminaire du projet justifie de la manière suivante l'augmentation des dépenses ordinaires :

68,703 francs pour des augmentations de traitement aux agents de l'administration centrale, des administrations provinciales et des commissariats d'arrondissement et pour des accroissements de personnel à l'administration centrale (art. 2, 15, 15).

74,000 francs pour les services de la santé et de l'hygiène, y compris un crédit de 25,000 francs, inscrit pour la première fois, en vue d'encourager les recherches expérimentales sur le cancer (art. 42, 45, 45, 51, 52, 54).

25,400 francs pour l'exécution de la nouvelle loi de milice (conseils de milice, conseils d'aptitude, conseils de révision, conseil supérieur de milice) (art. 25).

463,000 francs pour les frais des élections législatives (art. 21 et 22).

533,103 francs.

Il y a, d'autre part, une diminution de 6,000 francs provenant de suppression de la charge temporaire inscrite en 1913 en vue des congrès tenus à l'occasion de l'Exposition de Gand (art. 47).

(1) Budget, n° 4^{VI}.

(2) La section centrale, présidée par M. Nerinx, était composée de MM. Pastur, Dauvister, Hoëy, Léon Jourez, Mélot, Maes.

La diminution des dépenses exceptionnelles s'explique par : la disparition d'un poste de 200,000 francs pour l'armement de la garde civique;

—	50,000	—	la reconstruction de la station sanitaire de Doel;
—	50,000	—	l'achat d'un appareil à dératisation des navires;
—	4,000	—	le mobilier de l'hôtel provincial de la Flandre Occidentale;

Par la diminution de 25,000 francs sur le crédit alloué pour le recensement général de la population.

D'autre part, les crédits exceptionnels suivants sont demandés en augmentation :

5,000 francs		pour l'exposé de la situation du royaume;
40,000	—	l'achat d'un canot à vapeur pour la station de Doel;
15,000	—	le mobilier de l'hôtel provincial d'Anvers.

*
* *

Le projet de budget n'a amené qu'une seule observation dans les sections : en quatrième section, un membre a demandé que le Gouvernement nommât des bourgmestres socialistes dans les communes où les conseils comptent une majorité socialiste.

*
* *

En section centrale, il n'y a pas eu de discussion générale.

A propos des affaires provinciales et communales, un membre se plaint de ce que certaines administrations communales réussissent à tourner la loi sur la stabilité des emplois communaux en changeant certains règlements et en imposant aux employés qui leur déplaisent des travaux en surcharge. Cet abus est possible; il est blâmable. On n'a heureusement pas démontré qu'il fût fréquent et l'on pourrait difficilement le prévenir dans les rares circonstances où il se produit sans porter atteinte à l'autonomie communale.

Un membre a réclamé un barème pour le traitement des gardes champêtres. La section centrale est favorable à cette réforme mais fait remarquer que cette question sera discutée sans doute à propos de la réorganisation de la police rurale. Le même membre a insisté pour que l'on obligeât les communes à augmenter, en attendant, le traitement des gardes champêtres.

Les questions de santé et d'hygiène qui retenaient généralement l'attention de la section centrale l'ont moins occupée cette année. Pendant plusieurs années, la section centrale chargée d'examiner le Budget de l'Intérieur avait réclamé une loi ayant pour objet la création d'une Société Nationale de distribution d'eau. Cette loi a été votée. Elle avait réclamée le dépôt du projet de loi sanitaire. Le projet a été déposé; la Commission chargée d'examiner a terminé ses travaux. Il sera, espérons le, bientôt discuté par la Chambre.

En attendant le vote de cette loi, la section centrale signale au Gouverne-

ment la situation anormale qui résulte de l'organisation nouvelle de l'inspection d'hygiène.

De par la loi du 12 mars 1818, les commissions médicales sont chargées d'exercer leur surveillance dans le cas où quelque maladie contagieuse ou épidémique se déclarerait dans leur district. En cas d'apparition d'une maladie transmissible ou pouvant devenir épidémique, le président est tenu de rendre compte sans délai au Ministre de la nature de l'épidémie et des mesures proposées ou adoptées pour en arrêter le progrès.

D'autre part, le service d'inspection d'hygiène a été renforcé, en 1911, par la désignation en province de nouveaux inspecteurs. Leur mission, déterminée par l'arrêté royal du 19 juillet 1911, est la même, relativement aux maladies transmissibles ou épidémiques, que celle du président de la Commission médicale. Et comme l'arrêté royal n'impose pas aux inspecteurs d'hygiène de collaborer avec la Commission médicale, il en résulte une dispersion d'efforts, des démarches inutiles et des avis contradictoires.

La section centrale engage l'administration à régulariser cette situation, soit en subordonnant l'inspecteur d'hygiène au président de la Commission médicale, soit tout au moins en lui imposant de prévenir celui-ci des enquêtes auxquelles il se livre et de lui donner communication de ses rapports.

Un membre a observé que le crédit de 25,000 francs inscrit pour encourager les recherches expérimentales sur le cancer était insuffisant. Des expériences auraient prouvé que le cancer peut être guéri par le radium. Mais le radium est extraordinairement coûteux. Il y aurait lieu d'encourager ces expériences d'une manière plus efficace.

La section centrale estime aussi que ces expériences doivent être encouragées, mais on fait remarquer qu'en inscrivant pour la première fois un crédit dans ce but, le Gouvernement a pris une initiative dont il y a lieu de le féliciter; si l'on ne réclame pas de crédits plus importants, c'est qu'il n'existe guère d'organisme chargé des recherches expérimentales et que pour encourager leur formation un premier crédit de 25,000 francs paraît suffisant.

Toutefois, la section centrale a décidé de poser une question au Gouvernement.

La section centrale a décidé aussi de demander au Gouvernement d'après quelles règles il répartit les subsides en vue de la protection de la première enfance.

L'inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires comprend un inspecteur général qui a la haute surveillance du service et douze inspecteurs dont trois pour le Brabant, deux pour le Hainaut et un pour chacune des autres provinces.

Ils sont secondés, en ce qui concerne la vente et le débit des viandes, par les inspecteurs vétérinaires du Gouvernement, qui sont au nombre de seize.

Votre section centrale s'est demandé si ce service d'inspection était suffisant.

QUESTIONS POSÉES PAR LA SECTION CENTRALE.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu d'augmenter le crédit de 25,000 francs pour les recherches expérimentales relatives au cancer?

RÉPONSE.

C'est sur la proposition de la Commission du cancer qu'un crédit de 25,000 francs a été inscrit au projet de budget de l'exercice 1914, en vue d'encourager les études sur le cancer, dans des conditions spécifiées par la Commission précitée et sous le contrôle de celle-ci.

A l'heure actuelle, et alors qu'il n'a pas encore été fait usage de ce crédit, il serait prématuré de dire que le chiffre proposé par la Commission sera insuffisant pour satisfaire aux demandes de subventions qui seront agréées par elle.

La Commission a fait des propositions pour régler l'octroi de ces subventions. En attendant le vote du crédit par les Chambres, le Département n'a pu se prononcer à leur égard.

QUESTION.

N'y aurait-il pas lieu d'augmenter le crédit relatif à la protection de la première enfance (goutte de lait, etc.)?

D'après quelles règles ces subsides sont-ils répartis?

RÉPONSE.

Le crédit relatif à la protection de l'enfance, qui a été, en 1914, porté de 11,000 à 25,000 francs, est suffisant pour le présent exercice.

Les subsides aux consultations de nourrissons sont répartis d'après l'importance de ces œuvres, c'est-à-dire en tenant compte du nombre des enfants qui ont été régulièrement présentés à la consultation.

Ils sont, d'autre part, subordonnés aux conditions rappelées dans le tract ci-joint (p. 11).

*
* *

Le budget a été adopté en section centrale par cinq voix contre deux.

Le Rapporteur,

MÉLOT.

Le Président,

E. NERINCX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 FEBRUARI 1914.

Begrooting van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken
voor het dienstjaar 1914 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER MÉLOT.

MIJNE HEEREN,

Voor het dienstjaar 1914 bedragen de gewone uitgaven van deze begroo-
ting 527,105 frank meer dan de uitgaven voor 1913.

De uitzonderlijke uitgaven zijn met 249,000 frank verminderd.

De verhooging van de gewone uitgaven wordt in de toelichting van het
ontwerp gewettigd als volgt :

68,705 frank wegens weddeverhoogingen aan de beambten van het
hoofdbestuur, van de provinciale besturen en de arron-
dissementscommissariaten, alsmede wegens het meerdere
personeel bij het hoofdbestuur (art. 2, 13, 13).

74,000 frank voor den gezondheidsdienst, met inbegrip van een krediet
van 25,000 frank, voor de eerste maal op de begrooting
uitgetrokken ten einde de proefondervindelijke onder-
zoeken betreffende den kanker te bevorderen (art. 42,
43, 43, 51, 52, 54).

25,400 frank wegens uitvoering van de nieuwe militiewet (militieraden,
geschiktheidsraden, revisieraden, hogere militieraad)
(art 23.).

165,000 frank voor de kosten der verkiezingen voor de Wetgevende
Kamers (art. 21 en 22).

555,105 frank.

Anderzijds is er eene vermindering van 6,000 frank, doordien de tijde-
lijke last, in 1913 op de begrooting gebracht ten behoeve van de Congres-
sen tijdens de Tentoonstelling te Gent (art. 47), verval.

De vermindering van de uitzonderlijke uitgaven is te wijten : a) aan het
wegvallen van :

Een post van 200,000 frank voor de bewapening der burgerwacht ;

Een post van 50,000 frank voor het herbouwen van de gezondheidsstatie
der Schelde, te Doel ;

(1) Begrooting, nr 4^{VI}.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren Pas-
tur, Dauvister, Hoÿois, Léon Jourez, Mélot, Maes.

Een post van 30,000 frank voor het aankopen van een toestel tot rattenverdelging op de schepen ;

Een post van 4,000 frank voor het aankopen en vernieuwen van meubelen voor het provinciaal hotel van West-Vlaanderen.

b) Aan de vermindering van 25,000 frank op het krediet, toegestaan voor de algemeene volkstelling.

Anderdeels worden de volgende uitzonderlijke kredieten als nieuwe kredieten aangevraagd :

5,000 frank voor *L'Exposé de la situation du Royaume* ;

40,000 frank voor den aankoop van een nieuw stoombootje voor de gezondheidsstatie, te Doel ;

15,000 frank voor de meubelen van het provinciaal hotel te Antwerpen.

*
* *

Slechts ééne enkele opmerking werd in de afdeelingen gemaakt over het begrootingsontwerp : in de 4^{de} afdeeling vroeg een lid dat de Regeering socialistische burgemeesters zou benoemen in de gemeenten, waar de socialisten de meerderheid hebben in den raad.

*
* *

In de Middenafdeeling werd niet overgegaan tot eene algemeene behandeling van de begrooting.

Betreffende de provinciale en gemeentelijke zaken wordt door een lid er over geklaagd, dat sommige gemeentebesturen er in slaagden, de wet op de rechtszekerheid der gemeenteambtenaren te ontduiken door zekere reglementen te veranderen en aan de bedienden, welke hun mishagden, meer werk op te leggen. Zulk misbruik is mogelijk; het dient afgekeurd te worden. Gelukkig werd het niet bewezen dat het zich herhaaldelijk voordoed en, in de zeldzame gevallen waarin het zich voordoet, zou men het bezwaarlijk kunnen voorkomen zonder de zelfstandigheid der gemeenten te schenden.

Een lid eischte een loonstandaard voor de veldwachters. De Middenafdeeling is deze hervorming toegedaan, doch er wordt aangevoerd dat die zaak wellicht zal behandeld worden naar aanleiding van de herinrichting der landelijke politie. Gezegd lid vroeg met aandrang dat de gemeenten intusschen verplicht zouden worden, de jaarwedde van de veldwachters te verhoogen.

De vraagpunten betreffende de volksgezondheid, welke de aandacht van de Middenafdeeling gewoonlijk gaande hielden, kwamen dit jaar minder in aanmerking. Jaren lang vroeg de Middenafdeeling, belast met het onderzoek der Begrooting van Binnenlandsche Zaken, dat eene wet tot oprichting eener Nationale Maatschappij tot het verschaffen van drinkwater zou ingevoerd worden. Die wet is nu aangenomen. De Middenafdeeling vroeg ook dat het ontwerp van gezondheidswet zou ingediend worden. Dit ontwerp werd inderdaad ingediend en de Commissie, belast met het onderzoek daarvan, heeft haar werk geëindigd. Laten wij hopen dat de Kamer het weldra in behandeling nemen zal.

In afwachting dat deze wet wordt aangenomen, vestigt de Middenafdeeling de aandacht van de Regeering op den abnormalen toestand voortspruitende uit de nieuwe regeling van den gezondheidsdienst.

Naar luid van de wet van 12 Maart 1818 zijn de geneeskundige commissiën gelast, toezicht uit te oefenen wanneer eenige besmettelijke of aanstekelijke ziekte zich in hun district voordoet. Zoodra eene besmettelijke ziekte of eene ziekte, welke heerschend zou kunnen worden, zich voordoet, is de voorzitter verplicht, onverwijld aan den Minister verslag te doen over den aard van de heerschende ziekte en over de maatregelen voorgesteld of aangenomen om de verspreiding er van te beletten.

Anderzijds werd de gezondheidsdienst in 1911 versterkt door het benoemen van nieuwe opzieners in de provinciesteden. Betreffende de besmettelijke of heerschende ziekten is hunne zending, omschreven bij koninklijk besluit van 19 Juli 1911, dezelfde als die van den voorzitter der geneeskundige commissie. En daar het koninklijk besluit aan de gezondheidsopzieners niet oplegt met de geneeskundige commissie samen te werken, volgen daaruit uiteenlopende pogingen, onnoodige bemoeiingen en tegenstrijdige adviezen.

De Middenafdeeling zet het bestuur aan, dien toestand te regelen, hetzij door den gezondheidsopziener afhankelijk te maken van den voorzitter der geneeskundige commissie, hetzij, voor het minst, door hem op te leggen dezen te verwittigen van de onderzoeken, waartoe hij overgaat, en hem kennis te geven van zijne verslagen.

Een lid deed opmerken dat het krediet van 25,000 frank, op de begroting uitgetrokken voor proefondervindelijke onderzoeken betreffende den kanker, ontoereikend is. Uit proefnemingen zou gebleken zijn, dat de kanker door middel van het radium kan genezen worden. Doch het radium kost uiterst duur. Die proefnemingen dienen op meer doelmatige wijze te worden bevorderd.

De Middenafdeeling is van gevoelen dat gezegde proefnemingen dienen bevorderd te worden, doch men doet opmerken dat de Regeering, wanneer zij voor de eerste maal een krediet daartoe op de Begroting brengt, een initiatief neemt waarvoor zij hulde verdient. Vraagt men geen grooter krediet aan, dan is het dat er schier geen instellingen bestaan, belast met de proefondervindelijke onderzoeken, en dat, om het ontstaan daarvan te bevorderen, een eerste krediet van 25,000 frank voldoende schijnt.

De Middenafdeeling besliste evenwel eene vraag tot de Regeering te richten.

De Middenafdeeling besliste insgelijks, aan de Regeering te vragen, volgens welke regelen zij de toelagen ter bescherming van de eerste kindsheid uitkeert.

Het toezicht op de bereiding van en den handel in eetwaren bestaat uit een algemeen opziener, die het hooge toezicht op den dienst heeft, en uit twaalf opzieners, waarvan drie voor Brabant, twee voor Henegouw en één voor elke andere provincie.

Wat betreft den verkoop in 't groot en in 't klein van vleesch, worden zij bijgestaan door de veeartsen-opzieners van den Staat, ten getale van 16.

Uwe Middenafdeeling vroeg zich af, of deze inspectiedienst wel toereikend is.

*
* *

VRAGEN DOOR DE MIDDENAFDEELING GESTELD.

VRAAG.

Bestaat er geen reden om het krediet van 25,000 frank voor de proefondervindelijke onderzoeken betreffende den kanker te verhoogen ?

ANTWOORD.

Op voorstel van de Commissie voor den kanker werd op het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1914 een krediet van 25,000 frank uitgetrokken tot bevordering van de studiën betreffende den kanker, op de wijzen bepaald door gezegde Commissie en onder dezer toezicht.

Op dit oogenblik en nu dit krediet nog niet benuttigd werd, ware het voorbarig te zeggen dat het door de Commissie voorgesteld bedrag ontoereikend zal zijn om te voldoen aan de vragen om toelagen, die door haar zullen ingewilligd worden.

De Commissie deed voorstellen om de verleening dier toelagen te regelen. Voor dat de Kamers het krediet goedkeuren, kan het Departement daarover niet beslissen.

VRAAG.

Dient het krediet betreffende de bescherming der eerste kindsheid (melkverstrekking, enz.) niet te worden verhoogd ?

Volgens welke regelen worden die toelagen uitgekeerd ?

ANTWOORD.

Het krediet voor de kinderbescherming dat, in 1911, van 11,000 tot op 25,000 frank werd gebracht, is toereikend voor het tegenwoordig dienstjaar.

De toelagen ten bate van de instellingen tot geneeskundig onderzoek der zuigelingen worden verleend naar de belangrijkheid dier instellingen; men houdt rekening met het getal kinderen, die regelmatig worden aangeboden voor het geneeskundig onderzoek.

Anderzijds werden zij verleend onder de voorwaarden, opgenomen in het bijgaande vlugschrift (blz. 11).

*
* *

De Begrooting werd door de Middenafdeeling aangenomen met vijf stemmen tegen twee.

De Verslaggever,

MELOT.

De Voorzitter,

E. NERINCX.
